

Opposition municipale

**Élu-e-s Malakoff Plurielle > 3 élu-e-s**  
**Des femmes dans notre Ville**

Le 8 mars, journée internationale pour le droit des femmes, est chaque année l'occasion de rappeler que la lutte pour l'égalité réelle est encore longue et qu'il nous reste collectivement un grand chemin à parcourir. Nous devons toutes et tous agir. Chacun à notre niveau, avec nos moyens d'action.

Et que peut faire une commune pour s'engager pleinement dans le combat pour l'égalité ?

La Ville de Malakoff publie chaque année, un rapport d'évaluation de l'égalité entre les femmes et les hommes dans notre ville. Plusieurs chantiers sont ouverts, mais un ciblage spécifique doit être opéré sur des investissements en faveur de l'égalité. Une des possibilités, à la main de la Ville, c'est d'accroître la visibilité des femmes dans l'espace public en féminisant les noms des rues, des boulevards, des places... En moyenne, en France, seul 6 % des rues portent des noms de femmes.

À Malakoff, le travail a été engagé mais il faut aller plus loin. Sur proposition de Malakoff Plurielle, un vœu avait été adopté à l'unanimité pour donner le nom de l'avocate Gisèle Halimi à une de nos rues. Nous attendons toujours la mise en œuvre de ce vœu. Il faut accélérer !

Nous pensons que l'impact serait encore plus grand en renommant des lieux visibles et identifiés par les habitants. Les stades et les équipements sportifs par exemple. À Malakoff, on a encore un stade Lénine ! Outre l'anachronisme et l'ineptie totale d'avoir donné le nom d'un dictateur à un stade de foot (qui sait Lénine était peut-être un grand sportif... ?), nous pensons que cela serait une victoire symbolique importante de donner un nom de femme à ce stade. Nous déposerons prochainement un vœu au Conseil municipal pour proposer de le renommer : et pourquoi pas le nom d'une sportive ? Le sport n'est pas qu'une affaire d'hommes et il est de notre responsabilité d'élus de valoriser nos sportives ; pour que les petites filles de notre ville, sur le chemin de l'école, passant devant ce stade, se disent enfin : « il est aussi pour moi ».

 **Charlotte Rault**  
 Conseillère municipale  
 charlotte-rault@outlook.fr

**Élu-e-s France insoumise et citoyen-ne-s > 3 élu-e-s**  
**JO: du rêve au cauchemar**

Nous avons tous le rêve de voir des JO populaires à Paris, il n'en sera rien.

Le comité d'organisation avait pourtant insisté sur la communication : du fait que la capitale française n'a pas accueilli les Jeux depuis cent ans, Paris 2024 doit être un événement « populaire » et « accessible à tous ».

Les organisateurs ont beau rappeler que 10 % des billets seront vendus à 24 euros, et que 50 % des tickets ne dépassent pas 50 euros. Mais ils oublient de préciser que la moitié des billets (500 000) vendus à 24 euros n'est pas directement mise en vente. Ils sont réservés (car financés) par l'État et les collectivités territoriales.

Les enfants qui habitent à quelques kilomètres des stades où se dérouleront les épreuves olympiques

ne pourront pas s'y rendre à cause des prix exorbitants des places. Le budget d'une famille qui voudrait se rendre au stade peut atteindre plusieurs milliers d'euros, c'est tout simplement honteux.

Concernant les transports, les organisateurs des JO vous prévoient l'enfer, 185 kilomètres d'axes routiers en région parisienne de 6 heures à minuit, uniquement accessible aux athlètes et aux personnes accréditées, pour toute la durée des JO et JP de Paris. Soit du 1<sup>er</sup> juillet au 15 septembre 2024. Rajoutez à cela des tickets de métro à 4 € et des rames bondées... une catastrophe !

Avec la politique d'Hidalgo, circulez dans Paris est déjà un parcours du combattant, à partir du 1<sup>er</sup> juillet cela deviendra pratiquement impossible

On aurait au moins pu se dire que ces JO rapporteraient de l'argent au pays. C'est illusoire, en réalité les JO coûtent chers, très chers.

En 2004 la Grèce, en 2008 l'Angleterre, et en 2016 le Brésil ont dépensé le double de ce qu'ils avaient prévu (10, 12 et 11 milliards). En 2008 en Chine c'est le triple de ce qui avait été prévu qui a été dépensé (32 milliards).

Non à ces JO chers et inaccessibles aux classes populaires et moyennes !

 **Anthony Touailles**  
 Conseiller municipal  
 atouailles@ville-malakoff.fr

**Élu-e-s Renaissance Malakoff > 2 élus**  
**L'Europe au quotidien, ça vous parle ?**

Pour nombre d'entre nous, c'est souvent une instance lointaine, technocratique, dont on ne comprend pas toujours le fonctionnement, encore moins les décisions.

Et pourtant les chiffres parlent :

- L'Europe c'est un budget pluriannuel 2021-2027 de 1074,3 milliards d'euros, ainsi qu'un plan de relance exceptionnel de 750 milliards d'euros, soit un total sans précédent de 1824,3 milliards d'euros.

- La France en percevra plus de 22 milliards au titre des fonds d'intervention et 40 milliards au titre du plan de relance. La Région Ile-de-France disposera de 430 millions d'euros de fonds d'intervention. L'impact de l'Europe est bien réel dans notre environnement.

Ainsi, face au choc économique de la pandémie de 2019, le plan de relance européen a permis de préserver notre tissu économique local et ses PME tout en protégeant les emplois. L'Europe a agi comme un véritable bouclier protecteur.

L'Europe marque aussi notre quotidien dans nos communes et nos intercommunalités. Elle est présente à chaque coin de rue : équipements culturels et sportifs, maisons de santé, rénovation énergétique de bâtiments, réaménagement de quartiers... Notre département en est l'illustration avec la rénovation énergétique de deux ensembles d'habitation à Bagneux et de 70 logements de la cité Colbert à Chatenay Malabry, celle d'un groupe scolaire à Nanterre, la rénovation de la piscine municipale de Montrouge, l'aménagement du centre-ville de Saint Germain-en-Laye, le programme « Bus 2025 » de la RATP et la rénovation du centre bus de la ville de Malakoff (accueil de bus tout électrique) ...

Si votre curiosité est aiguisée, voici 2 portails d'entrée pour accéder à la « mécanique européenne » dans votre région : europe@iledefrance.fr. et DRIEETS-IDF.Departement-FSE@drieets.gov.fr. Rejoignez notre comité Renaissance Malakoff.

 **Gilles Bresset**  
 Conseiller municipal  
 Renaissance.malakoff@gmail.com

**Élu non inscrit - Malakoff Insoumise et Populaire > 1 élu**  
**Tour Insee: non à la destruction !**

Depuis 2 ans, une large mobilisation citoyenne dénonce le projet du gouvernement de détruire la Tour Insee plutôt que de la réhabiliter. Le Conseil municipal avait adopté un vœu à ce sujet en novembre 2022.

Le gouvernement s'entête, refusant d'entendre les propositions alternatives de rénovation plutôt que de destruction-reconstruction. Résultat : la commission d'enquête préalable à la démolition l'a désavoué en émettant un triple-avis défavorable sur l'intérêt général du projet, la mise en compatibilité du PLU et la délivrance du permis de construire.

Notre Député Aurélien Saintoual a alors interpellé par courrier la Ministre du Travail le 20 février dernier pour demander l'arrêt du projet. La Maire Jacqueline Belhomme a quant à elle écrit au Premier Ministre. À notre connaissance, aucune réponse n'a à ce stade été apportée.

Nous poursuivrons jusqu'au bout le combat contre cette aberration écologique !

 **Martin Vernant**  
 Conseiller municipal  
 mvernant@ville-malakoff.fr

**Élu non inscrit - Malakoff citoyen > 1 élu**  
**Préparons l'alternative ensemble**

De nombreux habitants expriment leur mécontentement face à l'incapacité de la majorité municipale à réanimer notre ville et à améliorer la qualité de vie. Il est crucial qu'elle fasse vraiment la promotion de la démocratie participative. En dehors de quelques dossiers (communication des élus, PLU et mobilité), il semble que la majorité manque d'expertise. À de rares exceptions (écologie, sociale et sociétaire), elle ne mobilise pas les fonctionnaires et les membres influents de la ville. Le management autoritaire de la maire et de certains responsables crée une grande souffrance chez les agents, moins visible mais bien réelle entraînant des départs en cascade.

Notre expertise pourrait être bénéfique pour notre ville. Avez-vous envie de vous engager dans un projet collectif local ? RDV sur direction@parti-douce-france.com

Je suis persuadé que notre ville a la capacité de se métamorphoser plus vite avec vous.

 **Ange Stéphane Tauthui**  
 Conseiller municipal  
 stauthui@ville-malakoff.fr

ESPACE OUVERT À L'EXPRESSION DES ÉLUS DU CONSEIL MUNICIPAL  
 LES TEXTES PUBLIÉS ENGAGENT LA SEULE RESPONSABILITÉ DE LEURS AUTEURS

Majorité municipale

**Élu-e-s du groupe Malakoff en commun, communistes et citoyen-ne-s > 16 élu-e-s**  
**Du 49.3 au pillage des communes**

Le gouvernement est décidé à piller encore les recettes des communes. Cette menace s'adresse très directement à notre service public communal et donc à la qualité de notre cadre de vie collectif. Après l'annonce d'une première série d'économie de 10 milliards d'euros sur son budget 2024, imposée à l'Assemblée nationale, le gouvernement a déjà programmé 20 milliards d'économies supplémentaires sur son budget 2025. Et la Cour des Comptes en réclame 50 milliards d'ici à 2027... Pourtant, des pistes alternatives existent : développer une vraie politique de lutte contre la fraude fiscale, rétablir l'ISF, ou revenir sur les aides financières aux grandes entreprises... Rappelons qu'elles sont aujourd'hui le 1<sup>er</sup> poste de dépenses de l'État, et que les études démontrent qu'elles n'ont aucun effet bénéfique sur l'emploi ! Les contribuables seront heureux d'apprendre qu'elles et ils participent avec leurs impôts à l'envolée des dividendes que touchent les grandes fortunes du CAC40 ! En réalité, l'État se propose de se servir des ressources des collectivités pour financer son propre déficit. C'est ce qu'a déjà annoncé le ministre de l'Économie et des finances. Rappelons qu'à la différence de l'État, les communes, elles, sont obligées de présenter un budget à l'équilibre. Et qu'elles ne peuvent pas emprunter pour financer leur fonctionnement. Elles ont une démarche vertueuse, participent pour 70 % à l'investissement public et donc à la création d'emploi, et suppléent de plus en plus un État défaillant dans ses missions régaliennes. Malakoff a fait choix, ratifié par une grande majorité d'électeur-trices dès le 1<sup>er</sup> tour aux dernières Municipales, de prioriser ses moyens en faveur de l'éducation, de la solidarité, de la transition écologique et de la démocratie. Piller nos ressources, c'est aussi faire un hold-up démocratique sur les choix exprimés dans les urnes. Une manœuvre contre laquelle vos élu-e-s du groupe « Malakoff en Commun, communiste et citoyen-ne-s » seront toujours mobilisé-e-s !

 **Fatou Sylla**  
Conseillère municipale déléguée à l'Éducation populaire  
fsylla@ville-malakoff.fr

**Élu-e-s du groupe Les Écologistes Collectif EELV, Génération-s et citoyen-ne-s > 7 élu-e-s**  
**Malakoff engagée pour les étudiant-e-s**

Environ 1 français-e sur 5 doit, au moins de temps en temps, se priver de produits d'hygiène essentiels. Cette proportion atteint plus de la moitié chez les 18-24 ans. 1400 000 jeunes vivent sous le seuil de pauvreté. En Ile-de-France, les étudiant-e-s payent, en moyenne, leur logement 40 % plus cher que dans les autres régions. 8500 étudiant-es vivent ou suivent un cursus à Malakoff. 311 logements étudiants sont répartis dans 3 résidences universitaires de la Ville. Notre Jeunesse trop souvent oubliée ne se reconnaît plus dans la représentation politique au moment où l'extrême droite n'a jamais été aussi proche du pouvoir. En 2020, la Majorité Municipale s'est engagée à développer en lien avec le CROUS, des actions de

lutte contre la précarité étudiante. Depuis le début de la mandature, je rencontre les acteurs-rices de la ville étudiante pour réfléchir aux actions à mener. Nous nous sommes engagé-e-s à réaliser un guide Jeunesse d'accès aux droits pour faciliter l'autonomie et l'entrée dans la vie active. Celui-ci sera remis en 2025. Il permettra de mettre en lumière les aides disponibles, les équipements pouvant accueillir des étudiant-e-s, les équipements culturels et l'événementiel malakoffiot. Nous nous sommes également engagé-es à participer à la mobilisation nationale en faveur de la création d'un Revenu Minimum Social Garanti et à renforcer les dispositifs d'accompagnement à l'autonomie et à la citoyenneté des jeunes. Des soirées débats « Mlk Talk » ont lieu une fois par mois à l'Espace Angela DAVIS. E Nous devons être en permanence à l'écoute des jeunes et de leurs aspirations. « C'est dans la jeunesse que la pensée et l'action s'aiguillent pour le reste de l'existence », Léon Blum.

 **Nicolas Garcia**  
Conseiller municipal délégué à la Ville étudiante  
ngarcia@ville-malakoff.fr

**Élu-e-s Socialistes et apparenté-e-s > 4 élu-e-s**  
**Faire face aux urgences**

La municipalité de Malakoff dans ses décisions politiques a toujours porté une attention particulière aux habitants qui ont peu, qui ont moins, qui ont besoin d'être soutenu pour ne pas rester à l'écart de notre communauté de vie. Malgré toutes les bonnes volontés, les budgets de plus en plus restreints nous imposent de faire des choix. Si c'est la base de la gouvernance, ces choix sont de plus en plus difficiles lorsque les urgences s'entrechoquent : urgence climatique, urgence démocratique et urgence sociale. Seuls nous n'y ferons pas face. Il faut agir et non pas gémir. Sur bien des sujets, ce seront les députés que nous enverrons au Parlement européen qui décideront. Nous ne devons pas nous résigner à voir des idéaux étriqués, ou crépusculaires prendre le pas sur la construction d'un projet européen. Il est possible d'engager une planification écologique et industrielle de long terme, par des investissements massifs dans l'innovation au service de la transition écologique. Il est possible de mettre fin aux subventions publiques pour les énergies fossiles. Il est possible d'instaurer un Impôt sur la grande fortune (ISF) européen pour réduire les inégalités et faire contribuer les ultra-riches à leur juste part. Il est possible de mettre en place un mécanisme de taxation automatique des superprofits quand des multinationales dégagent des profits injustifiés en temps de crise. Il est nécessaire que des députés s'opposent aux mesures de discrimination prônées par les partis d'extrême droite en s'engageant notamment à assurer un « devoir de sauver » des personnes exilées en danger. Il est nécessaire que cette Europe puisse se doter d'une défense commune pour protéger un modèle social et un mode de vie respectueux des êtres. Le champ des possibles est vaste, épris de justice sociale et d'écologie, notre avenir est intimement lié à celui de tous les européens.

 **Virginie Aprikian**  
Adjointe à la maire chargée des Initiatives publiques et de la Lecture publique  
vaprikian@ville-malakoff.fr

**Élu-e-s Nouveau souffle > 2 élus**

**Uni(e)s face aux horreurs du monde**

L'escalade des conflits en Ukraine et à Gaza déclenche des vagues de violence et de souffrance si intenses qu'elles ne peuvent laisser personne indifférent. Ces deux zones de conflit, bien que distinctes dans leur origine et leur contexte, partagent une similitude : elles sont le théâtre d'atrocités qui ont des répercussions non seulement locales, mais aussi à l'échelle mondiale, y compris en France. Elles alimentent l'instabilité mondiale : les flux de réfugiés exacerbent les tensions politiques et sociales dans de nombreux pays en Europe et sur les autres continents. L'impact économique est également significatif, avec des coûts massifs liés à l'aide humanitaire, à la reconstruction et aux perturbations des marchés mondiaux qui nourrissent en partie la hausse des prix que nous connaissons depuis plusieurs mois. Face à ces tragédies humaines et ce contexte plus global, il est impératif que la France et l'Europe suivent une politique à la hauteur des enjeux : la défense de la démocratie en Ukraine et sur le reste du continent face au régime russe, la condamnation des auteurs du pogrom du 7 octobre commis par le Hamas, la fin des bombardements israéliens sur la population civile de Gaza et de la colonisation en Cisjordanie, la garantie de la sécurité pour Israël et des droits nationaux du peuple palestinien. Pour cela il revient à chacune et chacun d'entre nous de réagir et d'agir comme françaises et français, quelles que soient nos origines et nos affinités. Nous n'avons pas le droit d'ajouter aux massacres des divisions qui nous affaiblissent et nous désunissent. Nous définir ainsi en Europe et dans le monde, des instruments et pourtant rassemblés, en refusant les instrumentalisation politiques de tous bords, c'est cela, aussi, le nouveau souffle.

 **Loïc Courteille**  
Conseiller municipal  
lcourteille@ville-malakoff.fr